

KAHN Olivier
Expert-comptable
Commissaire aux Comptes

70 bis route de la Reine
92 100 BOULOGNE
01 41 31 48 47

Inscrit au tableau de l'Ordre
des Experts-Comptables
de la région Paris-Ile de-France
et à la Compagnie des Commissaires
aux Comptes de Versailles

SIRET : 33380985300042

ASSOCIATION LA BRECHE

Siège social : VILLEPOT
89 560 COURSON LES CARRIERES

RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE
AUX COMPTES EXERCICE 2024

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale ordinaire du 17 juin 2023, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association LA BRECHE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires/ sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-102-1 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assuré que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé

d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Boulogne, le 15 avril 2025

Olivier KAHN
Commissaire aux Comptes



Olivier KAHN
Expert - Comptable
Commissaire aux Comptes
70 bis, route de la Reine
92100 Boulogne

Formulaire obligatoire (article 302 septies
A bis du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise

LA BRECHE

Néant * ☐

Adresse de l'entreprise

VILLEPOT 89560 COURSON LES CARRIERES

SIRET

3

4

0

5

8

2

0

0

6

0

0

0

1

1

Durée de l'exercice en nombre de mois*

12

Durée de l'exercice précédent*

12

						Exercice N clos le		Exercice N-1 clos le			
ACTIF				Brut 1		Amortissements-Provisions 2		Net 3		Net 4	
ACTIF IMMOBILISÉ	Immobilisations incorporelles { Fonds commercial* Autres*		010		012						
			014		016						
	Immobilisations corporelles*		028	230 909	030	150 540	80 370	88 676			
	Immobilisations financières* (1)		040	3 005	042		3 005	23 424			
	Total I (5)		044	233 914	048	150 540	83 375	112 100			
ACTIF CIRCULANT	STOCKS	Matières premières, approvisionnements, en cours de production*		050		052					
		Marchandises*		060		062					
	Avances et acomptes versés sur commandes		064	60	066		60				
	Créances (2)	{ Clients et comptes rattachés* Autres* (3)	068	68 494	070		68 494	71 009			
			072	677	074		677	873			
	Valeurs mobilières de placement		080	1 086	082		1 086	1 055			
	Disponibilités		084	201 514	086		201 514	149 510			
	Charges constatées d'avance*		092	4 443	094		4 443	5 047			
	Total II		096	276 274	098		276 274	227 494			
	Total général (I + II)		110	510 189	112	150 540	359 649	339 594			
PASSIF							Exercice N NET 1		Exercice N-1 NET 2		
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel*					120					
	Écarts de réévaluation					124					
	Réserve légale					126					
	Réserves réglementées*					130					
	Autres réserves (dont réserve relative à l'achat d'œuvres originales d'artistes vivants* 131)					132					
	Report à nouveau					134	189 343	174 820			
	Résultat de l'exercice					136	19 061	14 523			
	Subventions d'investissement					137					
	Provisions réglementées					140					
	Total I					142	208 404	189 343			
Provisions pour risques et charges					Total II	154					
DETTES (4)	Emprunts et dettes assimilées					156					
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours					164					
	Fournisseurs et comptes rattachés*					166	20 084	21 230			
	Dettes fiscales et sociales (dont montant de la TVA : 169)					172	86 024	86 878			
	Comptes courants d'associés					173					
	Autres dettes					175	45 136	42 143			
	Produits constatés d'avance					174					
	Total III					176	151 245	150 251			
Total général (I + II + III)					180	359 649	339 594				
RENOVIS	(1)	Dont immobilisations financières à moins d'un an	193		(4)	Dont dettes à plus d'un an		195			
	(2)	Dont créances à plus d'un an	197		(5)	Coût de revient des immobilisations acquises ou créées au cours de l'exercice*		182	2 260		
	(3)	Dont comptes courants d'associés débiteurs	199			Prix de vente hors T.V.A. des immobilisations cédées au cours de l'exercice*		184			

* Des explications concernant cette rubrique figurent dans la notice n° 2033-NOT.

IMPORTANT : Ne pas adresser ce formulaire à l'administration fiscale sous forme imprimée. Les données de ce formulaire doivent être télétransmises.

②

COMPTE DE RÉSULTAT SIMPLIFIÉ DE L'EXERCICE (en liste)

DGFIP N° 2033-B 2024

Formulaire obligatoire (article 302 septies
A-bis du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise LA BRECHE

Néant * ☐

A — RÉSULTAT COMPTABLE		Formulaire déposé au titre de l'IR		018	Exercice N clos le 3 1 1 2 2 0 2 4		Exercice N-1 clos le 3 1 1 2 2 0 2 3	
					1		2	
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises*			209		210		
	Production vendue { biens services*	dont export et livraisons intracommunautaires		215		214		
				217		218	711 199	621 189
	Production stockée* (Variation du stock en produits intermédiaires, produits finis et en cours de production)				222			
	Production immobilisée*				224			
	Subventions d'exploitation reçues				226			
CHARGES D'EXPLOITATION	Autres produits				230	71	1 123	
	Total des produits d'exploitation hors T.V.A. (I)				232	711 270	622 312	
	Achats de marchandises* (y compris droits de douane)				234			
	Variation de stock (marchandises)*				236			
	Achats de matières premières et autres approvisionnements* (y compris droits de douane)				238			
	Variation de stock (matières premières et approvisionnement)*				240			
	Autres charges externes* : (dont crédit bail : — mobilier : — immobilier :)				242	205 810	185 098	
	Impôts, taxes et versements assimilés (dont CFE et CVAE* 243 734)				244	14 254	12 949	
	Rémunérations du personnel*				250	321 746	290 071	
	Charges sociales				252	142 867	109 506	
	Dotations aux amortissements* (dont amortissement du fonds de commerce en application de l'article 39, I-2°, al.3 du CGI 255)				254	10 567	10 943	
	Dotations aux provisions				256			
	Autres charges	dont provisions fiscales pour implantations commerciales à l'étranger* 259			262	9	2	
		dont cotisations versées aux organisations syndicales et professionnelles 260						
Total des charges d'exploitation (II)				264	695 253	608 570		
I — RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)				270	16 017	13 743		
PRODUITS ET CHARGES DIVERS	Produits financiers (III)				280	3 829	2 955	
	Produits exceptionnels (IV)				290			
	Charges financières (V)				294			
	Charges exceptionnelles (VI)	dont amortissements des souscriptions dans des PME innovantes (art. 217 octies) 347			300	784	2 174	
		dont amortissements exceptionnels de 25% des constructions nouvelles (art. 39 quinquies D) 348						
	Impôts sur les bénéfices* (VII)				306			
2 — BÉNÉFICE OU PERTE : Produits (I+III+IV) — Charges (II+V+VI+VII)				310	19 061	14 523		
B — RÉSULTAT FISCAL		Reporter le bénéfice comptable col.1, le déficit comptable col.2			312	19 061	314	
Réintégrations	Rémunérations et avantages personnels non déductibles*				316			
	Amortissements excédentaires (art. 39-4 C.G.I.) et autres amortissements non déductibles				318			
	Provisions non déductibles*				322			
	Impôts et taxes non déductibles* (cf page 7 de la notice 2033-NOT-SD)				324			
	Divers*, dont intérêts excédentaires des cptes-cts d'associés 247		écarts de valeurs liquidatives sur OPC* 248		330			
	Fraction des loyers versés dans le cadre d'un crédit bail immobilier et de levée d'option		Part de loyers dispensés de réintégration (art. 239 sexies D) 249		251			
	Charges afférentes à l'activité relevant du régime optionnel de taxation au tonnage des entreprises de transport maritime				998			
	Résultat fiscal afférent à l'activité relevant du régime optionnel de taxation au tonnage des entreprises de transport maritime				999			
Déductions	Produits afférents à l'activité relevant du régime optionnel de taxation au tonnage des entreprises de transport maritime				997			
	Entreprises nouvelles (44. sexies) 986	ZFU-TE (art. 44 octies A) 987	Bassins d'emploi à redynamiser (art. 44 duodecies) 991		342			
	Reprise d'entreprises en difficulté (44. septies) 981	JEI (44. sexies A) 989						
	ZRD (44. terdecies) 127	ZRR (44. quindecies) 138	Bassins urbains à dynamiser BUD (art. 44 sexdecies) 992					
	ZFANG (44. quaterdecies) 345	Investissements et souscriptions outre-mer 344	Zone de développement prioritaire (44 septdecies) 993					
	Dont divers	Déduction exceptionnelle (art. 39 decies) 655	Déduction exceptionnelle (art. 39 decies A) 643	Créance report en arrière du déficit 346	350			
		Déduction exceptionnelle (art. 39 decies B) 645	Déduction exceptionnelle (art. 39 decies C) 647	Déduction exceptionnelle (art. 39 decies F) 990				
		Déduction exceptionnelle (art. 39 decies D) 648	Déduction exceptionnelle simulateur de conduite 641	Déduction exceptionnelle (art. 39 decies G) 649				
	RÉSULTAT FISCAL AVANT IMPUTATION DES DÉFICITS ANTÉRIEURS				352	19 061	354	
Déficits	Déficit de l'exercice reporté en arrière* (Entreprises I.S. seulement)			356				
	Déficits antérieurs reportables :* 36 448					19 061		
RÉSULTAT FISCAL APRÈS IMPUTATION DES DÉFICITS				370	0	372		

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice 2033 (Notice BIC RS).

ANNEXE

ASSOCIATION SANS BUT LUCRATIF LA BRECHE

VILLEPOT
89560 COURSON LES CARRIERES

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

SIRET : 34058200600011

NAF : 9499Z

Activité : Lieu de Vie et d'Accueil

Les comptes ont été établis selon le règlement ANC n°2018-6 du 5 décembre 2018, applicable aux entreprises ayant une forme juridique d'association, à compter du 1^{er} janvier 2020.

1	Présentation
2	Règles et méthodes comptables
3	Actif immobilisé
4	Provisions
5	Échéances
6	Engagements financiers
7	Variation des fonds propres
8	Tableau des emplois - ressources
9	Détail des produits et des charges
10	Effectif moyen

Total du bilan avant répartition	510 189	Résultat : Excédent	19 061
----------------------------------	----------------	----------------------------	---------------

Les notes indiquées ci-après, font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 22/03/2025 par les dirigeants de l'association.

1 Présentation

L'association La Brèche est une association sans but lucratif. Elle est l'organisme gestionnaire du lieu de vie La Brèche, situé au siège social de l'association, qui est habilité à recevoir des adolescents(tes) de 14 à 21 ans confiés(ées) sur demande des services de l'Aide Sociale à l'Enfance.

Le dernier arrêté portant autorisation de création de notre lieu de vie date du 18 juillet 2010 et a été établi par Monsieur Jean-Marie Rolland, Président du Conseil Général de l'Yonne et Député de l'Yonne. Les objectifs éducatifs, définis dans le projet éducatif de l'association, visent l'apprentissage et le développement des facultés physiques, psychiques, intellectuelles et sociales des jeunes soit : l'autonomie.

Cet arrêté nous autorise à accueillir 10 jeunes.

Le lieu de vie La Brèche est la seule entité budgétaire et comptable de l'organisme gestionnaire.

Le financement de l'association est assuré par la facturation mensuelle aux Conseils départementaux concernés des prestations éducatives réalisées.

L'équipe éducative se compose des postes suivants : 1 directeur(trice), 1 chef(fe) de service, 4 éducateurs(trices), 1 maître(sse) de maison et 1 veilleur(se) de nuit.

2 Règles et méthodes comptables

Règles et méthodes

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- indépendance des exercices ;

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La comptabilité de l'association est dite d'engagement.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Changement de méthode

Aucun changement de méthode n'a été constaté durant cet exercice.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les amortissements pour dépréciations sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

- constructions
- agencements et aménagements
- installations techniques, matériel et outillage
- installations générales, agencements divers
- matériel de bureau et informatique
- mobilier

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Indemnités de fin de carrière

Aucune indemnité de fin de carrière, à ce jour, n'est significative et de fait, comptabilisée.

Événement important de l'exercice

Aucun événement significatif.

3 Actif immobilisé

Actif immobilisé : mouvements de l'exercice				
Immobilisations	Début exercice	Augmentation	Diminution	Fin exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains	12 000			12 000
Constructions sur sol propre	50 955			50 955
Installations techniques, matériel, outillage	13 969			13 969
Installations générales, agencements divers	142 771	1 461	1 275	142 957
Matériel de transport				
Matériel de bureau & informatique	6 269		1 089	5 180
Mobilier	5 049	799		5 848
ss-total Instal tech, mat & outillage industr	168 058	2 260	2 364	167 954
Total	231 013	2 260	2 364	230 909
Prêts	22 500	2 500	23 600	1 400
Autres immobilisations financières	924	1 315	634	1 605
Total immobilisations	254 437	6 075	26 598	233 914

Amortissements	Début exercice	Augmentation	Diminution	Fin exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions sur sol propre	38 922	1 699		40 621
Installations techniques, matériel, outillage	5 338	642		5 980
Installations générales, agencements divers	81 662	7 133	1 668	87 127
Matériel de transport				0
Matériel de bureau & informatique	3 056	1 470	967	3 559
Mobilier	5 049			5 049
Total	134 027	10 944	2 635	142 336

Ventilation des dotations aux amortissements de l'exercice			
Amortissements	Linéaires	Dégressifs	Exceptionnels
Immobilisations incorporelles			
Immobilisations corporelles			
Terrains			
Constructions sur sol propre	1 699		
Installations techniques, matériel, outillage	641		
Installations générales, agencements divers	6 735		
Matériel de transport			
Matériel de bureau & informatique	1 388		
Mobilier	104		
Avances & acomptes			
Total	10 567		

4 Provisions

Provisions				
	Début exercice	Dotations	Reprises	Fin exercice
Provisions				
Dépréciations des stocks				
Dépréciations des comptes de tiers				0
Dépréciations des comptes financiers				0
Total général	0	0	0	0

5 Échéances

Etat des échéances des créances & des dettes			
	Montant brut	A un an	A plus d'un an
Créances			
Créances de l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	1 400	1 200	200
Autres immobilisations financières	1 605	1 605	
Total	3 005	2 805	200
Créances de l'actif circulant			
Clients & comptes rattachés	68 494	68 494	
Autres créances	737	737	
Divers VMP	1 086	1 086	
Divers disponibilités	201 514	201 514	
Charges constatées d'avance	4 443	4 443	
Total	276 274	276 274	0
Dettes			
Emprunts & dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts & dettes financières divers			
Dettes fournisseurs	20 084	20 084	
Dettes fiscales & sociales	72 329	72 329	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		0	
Autres dettes	58 832	58 832	
Produits constatés d'avance			
Total	151 245	151 245	

Charges constatées d'avance :

Cette rubrique ne contient que des charges ordinaires liées à l'exploitation normale de l'association.

Produits constatés d'avance :

Cette rubrique est nulle pour cet exercice.

6 Engagements financiers

Engagements donnés		
	Montant des dettes	Montant des sûretés
Emprunts & dettes auprès des organismes de crédit		
Emprunt & dettes financières divers		
Dettes sur immobilisations		
Indemnités de fin de carrière (IFC)		
Charges sociales sur IFC		

7 Variation des fonds propres

Variation des fonds propres					
	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Écarts de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	174 820		14 523		189 343
Excédent ou déficit de l'exercice			19 061		19 061
Situation nette					
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
Total	174 820		33 584	0	208 404

8

Tableau des emplois – ressources

EMPLOIS	Emplois de N =Compte de résultat	Affectation par emplois des ressources collectées auprès du public utilisées sur N	N-1	RESSOURCES	Ressources collectées sur N = compte de résultat	Suivi des ressources collectées auprès du public et utilisées sur N	N-1
				Report des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées en début d'exercice			
1- Missions Sociales				1- Ressources Collectées auprès du Public			
1-1 Réalisées en France				1-1 - Dons et legs collectés			
- Actions réalisées directement	620 503		526 296	- Dons manuels non affectés			
- Versements à d'autres organismes agissant en France				- Dons manuels affectés			
				- Legs et autres libéralités non affectés			
1-2 Réalisées à l'étranger				1-2 - Autres produits liés à l'appel à la générosité du public			
- Actions réalisées directement							

- Versements à d'autres organismes agissant en France				2- Autres Fonds Privés	71		52
2- Frais de Recherche de Fonds				3 - Subventions & Autres Concours Publics	711 199		621 189
2-1 - Frais d'appel à la générosité du public							
2-2 - Frais de recherche des autres fonds privés				4 - Autres Produits	3 828		4 026
2-3 - Charges liées à la recherche de subventions et autres concours publics							
3- Frais de Fonctionnement	75 534		84 448				
I - Total des Emplois de l'Exercice Inscrits au Compte de Résultat	696 037	0	610 744	I - Total des Ressources de l'Exercice Inscrites au Compte de Résultat	715 098		625 267
II - Dotations aux Provisions				II - Reprise des Provisions			
III - Engagements à Réaliser sur Ressources Affectées				III - Report des Ressources Affectées Non Utilisées des Exercices Antérieurs			
IV - Excédent de Ressources de l'Exercice	19 061		14 523	IV - Variation des Fonds Dédiés Collectés auprès du Public			
				V - Insuffisance de Ressources de l'Exercice			
V - Total Général	715 098		625 267	VI - Total Général	715 098		625 267

V - Part des acquisitions d'immobilisations brutes de l'exercice							
financées par les ressources collectées auprès de public							
VI - Neutralisation des dotations aux amortissements des immobilisations				VI - Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public			
financées à compter de la première application du règlement							
par les ressources collectées auprès du public							
				Solde des Ressources Collectées auprès du Public			
VII - Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public				Non Affectées et Non Utilisées en Fin d'Exercice			

Missions sociales				Bénévolat			
Frais de recherche de fonds				Prestations en nature			
Frais de fonctionnement et autres charges				Dons en nature			
Total	0	0	0	Total	0	0	0

9 **Détail des produits et charges**

Produits à recevoir :

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan

411 000	Clients débiteurs	68 494,14
---------	-------------------	-----------

Clients, usagers et comptes rattachés	68 494,14
--	------------------

409 000	Fournisseurs débiteurs	38,75
409 100	Fournisseurs acomptes sur commandes	60,00
409 800	Fournisseurs avoirs à recevoir	49,00
437 500	Médecine du travail	172,80
438 700	Indemnités SS	285,36
467 027	Mélaine M	130,76

Autres créances	736,67
------------------------	---------------

508 100	Parts Crédit Agricole	1 086,00
---------	-----------------------	----------

Valeurs mobilières de placement	1 086,00
--	-----------------

512 100	Crédit agricole compte chèque	27 818,72
512 510	Livret Associations Crédit Agricole	111 453,08
512 610	Livret A Crédit Agricole	62 136,75
530 000	Caisse	105,76

Disponibilités	201 514,31
-----------------------	-------------------

Charges constatées d'avance :

486 000	Charges constatées d'avance	4 443,08
---------	-----------------------------	----------

Total des charges constatées d'avance	4 443,08
--	-----------------

Total des produits à recevoir	276 274,20
--------------------------------------	-------------------

Charges à payer :**Montant des charges à payer inclus dans les postes suivants du bilan**

401 000	Fournisseurs créditeurs	14 897,40
408 000	Fournisseurs factures non parvenues	5 187,00

Dettes fournisseurs et comptes rattachés	20 084,40
---	------------------

431 000	URSSAF	37 302,00
437 100	Prévoyance NC	1 317,19
437 110	Prévoyance Cadre	1 154,11
437 200	Retraite complémentaire	4 209,94
437 210	Retraite Cadre	4 302,85
437 211	Retraite Supplémentaire	4 355,50
437 500	Médecine du Travail	
437 600	Uniforisation OPCO	1 317,00
437 800	Mutuelle	3 823,52
438 100	Versement libératoire taxe apprentissage à payer	264,00
438 200	Charges sociales/congés payés	5 256,00
442 100	PAS prélèvement à la source	1 882,49
447 000	Taxe sur les salaires	5 298,00
448 200	État chg fiscales/ind cp et 13 ^e mois	1 846,00

Dettes fiscales et sociales	72 328,60
------------------------------------	------------------

Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	0,00
--	-------------

419 000	Clients créditeurs	37 414,88
421 000	Personnel – Rémunérations dues	986,84
425 011	Acompte MIC	47,53
425 016	Acompte GLB	34,13
428 200	Dettes provisionnées pour Congés payés	12 709,00
467 024	Raïnia M	15,00
467 025	Kéwin FC	6 266,12
467 029	Shanice H	15,00
467 032	Seydou T	1 343,05

Autres dettes	58 831,55
----------------------	------------------

Total des charges à payer	151 244,55
----------------------------------	-------------------

10 Effectif moyen

EFFECTIF			
Fonction	Effectif moyen 2024	Effectif moyen 2023	ETP 2024
Directeur(trice)	1	1	1,33
Chef(fe) de service	1	1	0,67
Educateurs(trices)	4	4	3,90
Veilleur(se) de nuit	1	1	0,83
Maître(sse) de maison	1	1	0,62
Total	8	8	7,4

KAHN Olivier
Expert-comptable
Commissaire aux Comptes

Inscrit au tableau de l'Ordre
des Experts-Comptables
de la région Paris-Ile de-France
et à la Compagnie des Commissaires
aux Comptes de Versailles

70 bis route de la Reine
92 100 BOULOGNE
01 41 31 48 47

SIRET : 33380985300042

ASSOCIATION LA BRECHE

Siège social : VILLEPOT
89 560 COURSON LES CARRIERES

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE
AUX COMPTES EXERCICE 2024

ASSOCIATION LA BRECHE
Siège social : VILLEPOT
89 560 COURSON LES CARRIERES

=====

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX SUR LES CONVENTIONS
REGLEMENTEES**

=====

En notre qualité de Commissaire aux Comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisé ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention visée à l'article L.225-38 du Code de Commerce.

Fait à Boulogne, le 15 avril 2025

Olivier KAHN
Commissaire aux Comptes

Olivier KAHN
Expert - Comptable
Commissaire aux Comptes
70 bis, route de la Reine
92100 Boulogne

